

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"  
FRANCE ÉTRANGER  
Un an... 22 fr. Un an... 30 fr.  
Six mois... 11 fr. Six mois... 15 fr.  
Trois mois... 5 fr. Trois mois... 7 fr. 50  
Chèque postal : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## LA LEÇON D'UNE CRISE

Il n'est pas dans notre habitude d'épiloguer sur une crise ministérielle. Nous savons depuis longtemps déjà que, quels que soient les fantômes appelés au ministère, ce ne sont que des prête-noms. Le véritable pouvoir n'est détenu ni par les ministres, ni par les parlementaires, mais par les grands magnats de l'industrie, de la finance et du commerce. Nous savons bien — et la triste expérience du passé nous le prouve — que dans n'importe quel pays les politiciens ne sont que les hommes de paille et les exécutants des ordres dictés par le capitalisme.

Que ce soit en Italie avec Mussolini, en Allemagne avec Muller, en Russie avec Staline, en Amérique avec Smith ou en France avec Poincaré ou Herriot, l'Etat n'est que le fidé-commissaire à la solde de la ploutocratie, et aucun gouvernement, quelle que soit la couleur de son drapeau, ne peut vivre sans l'appui de la véritable reine du Monde : la Grande Mercante.

Donc quand nous voyons, en France, un ministère tomber, nous regardons d'un oeil assez serein la constitution de son successeur. Nous sommes habitués à tous les marchandages, aux plus viles tractations, aux combines les plus malpropres. Cependant on peut dire, sans risquer un démenti sérieux, que jamais encore comme la semaine dernière on ne vit se dérouler une plus dégoûtante course au portefeuille.

Il aurait fallu assister au défilé de tous les quémandeurs de maroquins à l'Elysée — on se serait presque cru à l'entrée d'un bureau de bienfaisance en plein hiver, au moment où l'Assistance Publique distribue les secours aux indigents et aux vieillards. On y faisait quasiment la queue.

Tous, des socialistes aux réactionnaires, tous ceux qui pouvaient espérer décrocher la timbale sont allés rendre visite à Gaston.

« Un petit portefeuille, m'sieur, s'il vous plaît ! »

DANS mon article de la semaine dernière, je disais que, derrière cette polémique cléricale ou anticléricale, il y avait l'appétit des uns et des autres à monopoliser les portefeuilles ministériels.

Les radicaux ont dénoncé le péril de l'Union Nationale parce qu'ils escomptaient que d'une crise ministérielle résulterait pour eux une plus grande répartition de maroquins. Et, dès la chute de Poincaré, ce fut une lutte de couloirs acharnée où de multiples combinaisons s'échafaudaient dans lesquelles on se partageait entre amis et complices les bonnes places. Mais ce vieil animal de Poincaré avait la vie plus dure qu'on ne le croyait.

C'est alors que les radicaux tentèrent de s'accrocher à lui pour sauver leur situation compromise, à Angers, par des arrivistes trop impatientes.

Et puis un fil espoir les reprit. Le triste requin Viollette, que son proconsulat d'Algérie a mis en appétit, eut l'idée de réunir les députés de l'ancien bloc des gauches pour un essai de reconstitution du Cartel.

Les Vincent Aurioi, les Renaudel, les Boncour et autres Paul Faure croyaient bien leur heure de participation venue. Mais, crac ! voici que le groupe de la gauche radicale — indispensable pour former une majorité — refusa de s'associer avec les S.F.I.O. Et, à nouveau, tout était par terre.

Alors les radicaux allèrent trouver Raymond et lui dirent : « Jetez Marin par dessus bord et nous collaborons avec vous ». Or Poincaré est un vieux renard. Il se débarrassa de Marin, mais il prit Bonfons et Maginot, ce qui était tomber de Charybde en Scylla. Nos bons démocrates en furent marries. Ils ne pouvaient, sans se condamner à jamais aux yeux de leurs électeurs et de leurs amis socialistes (surtout à la veille des élections municipales) faire partie d'un même cabinet que leur ennemi déclaré Bonfons et que le fétard fasciste Maginot. Ils votèrent donc, la mort dans l'âme, une résolution dans laquelle ils affirmaient, tout en félicitant Poincaré, ne pouvoir faire partie d'un ministère dans lequel figuraient des hommes qui « avaient renouvelé et aggravé contre leur parti des accusations intolérables ».

« Oui ! il faut situer exactement la position prise tant par le parti radical que par le parti socialiste.

Ce n'est pas par souci de progrès social, non plus que du danger cléricale que les radicaux ont refusé leur concours à Poincaré. La preuve, c'est que leur ordre du jour rend hommage à la personnalité et aux efforts de l'homme de la Ruhr. C'est uniquement par crainte des représailles socialistes.

Dans beaucoup de villes, les radicaux ont besoin de l'appui et même de l'alliance du parti unifié pour garder leurs places aux prochaines élections. Et ils savaient pertinemment que s'ils avaient collaboré avec Maginot et Bonfons, les socialistes les auraient combattus impitoyablement en 1929.

Quant à la décision prise par le parti socialiste au sujet du soutien et de la participation, disons tout de suite que, à part quelques militants non députés — et par conséquent désintéressés par force — la doctrine socialiste et prétendument révolutionnaire du parti n'y fut pour rien.

La gauche radicale refusant de collaborer avec eux et, par conséquent, une majorité pour un gouvernement auquel ils participeraient étant impossible à trouver, les unifiés ont voulu se donner le beau rôle.

Ils décidèrent de ne pas participer encore à un Gouvernement, mais s'affirmèrent prêts à assumer la charge et la responsabilité du Pouvoir.

Cependant, il faut bien retenir l'aveu que fit Vincent Aurioi dans la journée du jeudi 8 à sa sortie de l'Elysée. Comme un journaliste lui demandait si on allait à une participation socialiste : « Pas encore pour cette fois », répondit-il. Parbleu ! le groupe Loucheur avait, le matin, notifié son exclusive. C'est la fable du Renard et les raisins qui se renouvelait.

Ne nous y trompons pas. Si la Gauche radicale avait adhéré à un Gouvernement de Cartel, les socialistes y auraient participé. Il n'y a qu'à relire les déclarations faites par Paul Faure et le même Aurioi le vendredi 9.

DONC tirons les leçons de cette crise. Les radicaux ont appliqué les décisions d'Angers par crainte des élections municipales de l'an prochain. Les socialistes ont décliné l'offre de participation — tout en se réservant de l'examiner à nouveau, le cas échéant — uniquement parce qu'ils savaient qu'ils ne pouvaient obtenir de majorité, si minime soit-elle, de par l'exclusive de la Gauche radicale.

Mais les uns et les autres se sont révélés comme assoiffés plus que jamais de portefeuilles ministériels.

Les uns et les autres étaient prêts à renier leurs principes doctrinaux pour entrer dans un ministère. Et c'est pour des raisons tout à fait indépendantes de leur volonté qu'ils en sont réduits aujourd'hui à un rôle oppositional.

Radicaux et unifiés ont montré, cette fois, réellement ce qu'ils étaient. Nous savons de façon claire et dépouillée d'artifices qu'ils ambitionnent avidement le pouvoir. Les masques sont tombés. Tant mieux ! Maintenant les ouvriers savent à qui ils ont à faire. Et nous devons aller partout dissuader les yeux à ceux qui n'ont pas encore vu clair.

Quant aux bolchevistes, ils clament la nécessité de proclamer un gouvernement ouvrier et paysan. Pauvres ambitieux qui prennent leur désir de dictature pour des réalités !

Ainsi, de quelque côté que nous tournions les yeux, nous n'apercevons que des arrivistes qui veulent se hisser à la faveur de la crédulité populaire dans les fauteuils gouvernementaux.

A nous d'aller répandre notre parole anarchiste dans le pays. A nous de faire toucher du doigt l'ambition démesurée de tous les pantins qui, de quel que parti qu'ils se réclament, ne rêvent que de parvenir par tous les moyens aux ministères ou aux commissariats dits du peuple.

A nous de faire comprendre au peuple que pour solutionner le problème social, pour combattre la vie chère, la répression et les impôts de plus en plus lourds, il n'y a qu'une seule manière de s'y prendre :

Déclencher la révolution sociale qui purgera la terre de tous les parasites et abolira le gouvernement des hommes par des politiciens en instaurant l'administration des choses par les producteurs.

La leçon de cette dernière crise, c'est que l'action directe, insurrectionnelle doit, une fois pour toute, remplacer le bulletin de vote. LOUIS LOREAL

Le seul moyen pratique de faire vivre le journal

### Quelques Explications

Nos camarades n'ignorant pas que malgré la reprise de notre parution régulière, la situation du « Libertaire » ne s'est pas rétablie comme nous l'espérions. Malgré tous nos efforts, celle-ci reste instable et ne se maintient qu'au prix des plus grands sacrifices.

N'est-il donc aucun remède à apporter à cette situation ?

De nombreuses fois nous avons fait appel à l'esprit de solidarité de nos amis mais nous savons que si celui-ci ne peut intervenir en des circonstances imprécises nous faire défaut.

Il est donc indispensable que nous recherchions, parmi les moyens à notre disposition, ceux susceptibles d'apporter un remède efficace avec un minimum de sacrifice.

Et ce remède qui peut nous l'apporter ? C'est, nous le savons, amis lecteurs ! et c'est à votre sens pratique que nous faisons appel en ce moment ; car il est un moyen à la portée de la plupart d'entre vous.

C'EST L'ABONNEMENT A NOTRE JOURNAL.

Et cependant combien peu ont songé à l'employer. N'est-il pas, en effet, déplorable de constater que seulement 800 camarades renouvellent régulièrement leur abonnement.

Pour un journal qui comme le nôtre, jaloux de son indépendance, n'emarge au budget d'aucune coterie commerciale ou politique, mais qui se dresse au contraire contre toutes les affaires malpropres qui trament les stipendiés de la presse pourrie, c'est vraiment trop peu.

Un journal qui lutte dans ces conditions ne peut vivre qu'avec un fort nombre d'abonnés. Cessez donc, amis lecteurs, de vous obstiner à acheter votre journal au numéro, vous y trouverez avantage puisque, par ce moyen vous ne le paierez que 0 fr. 40 et qu'en outre, cet argent rentrera directement dans notre caisse alors qu'en ayant recours aux intermédiaires il ne nous revient que 0 fr. 25 pour chaque exemplaire vendu.

Bref, nous le répétons, la situation est critique, très critique, lecteur si tu approuves et défends les idées qui sont exposées dans ce journal, ton désir doit être de soutenir également son existence matérielle. En voici l'occasion.

Nous attendons ta réponse.

### Notre campagne contre les expulsions administratives

C'est devant 700 personnes que Loréal ouvre la séance. Il expose les raisons pour lesquelles le Comité du Droit d'Asile organise ce meeting. Il déplore que trop de camarades délaissent maintenant tout ce qui ne les atteint pas directement et il constate que, pour faire dérailler les ouvriers, il faut, dans un meeting de protestation comme pour le cirque ou le music-hall, inscrire des vedettes à l'affiche.

Notre camarade fait ressortir la différence de traitements qui existe entre les étrangers riches ou partisans de leurs gouvernements et les ouvriers proscrits pour opposition au fascisme. Il dénonce l'illégalité et tout l'odieux de l'expulsion administrative. Des étrangers sont expulsés, non pas parce qu'ils commettaient un délit, mais parce qu'ils étaient présumés avoir des opinions subversives.

« C'est le respect du droit d'asile que nous voulons obtenir et nous lutterons jusqu'à ce que nous l'obtenions. La campagne que nous commençons sera continuée sans relâche et nous espérons que tous les gens de cœur se joindront à nous », dit-il en terminant.

Alexandre Zévaès déclare que c'est un devoir pour tout homme pensant de s'associer à cette campagne. Il retrace l'histoire du droit d'asile. Quand l'Eglise était en lutte contre l'autorité, elle accordait largement ce droit. Depuis qu'elle est devenue la gendarme sacrée du capitalisme, elle s'associe à toute iniquité.

Zévaès rappelle les traditions de la France depuis 89. Il nous cite la Convention appelant tous les proscrits en France. Il rappelle qu'un Allemand, Anacharsis Cloots, siégeait à cette assemblée. Paris, en cette époque, était appelé la ville des proscrits.

Puis, c'est l'histoire de la réaction, les lois scélérates. « Aujourd'hui, le fascisme est partout. Nous sommes gouvernés par l'Internationale capitaliste qui emploie l'Internationale de la police.

Il faut que tous les hommes de pensée libre se lèvent pour que le droit d'asile ne soit plus longtemps violé. C'est un devoir pour chacun de se ranger aux côtés du Comité dans la campagne entreprise.

(VOIR LA SUITE EN 2<sup>e</sup> PAGE.)

U. A. C. R.

FEDERATION PARISIENNE

Samedi 17 novembre, à 20 h. 30

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SALLE GARRIGUES

20, rue Ordener (Métro : Torcy)

Ordre du jour :

Rapport moral et financier ;  
La campagne pour le droit d'asile ;  
Questions diverses.

## CRIME DE JUGES

## GOURMELON EST MORT

Gourmelon est mort vendredi 9 novembre, à 11 heures.

Arrêté le 15 juillet sous une inculpation fausse, Gourmelon, qui avait accumulé les preuves de son innocence, ne put obtenir sa liberté. Il a fallu la mort pour le soustraire à la vindicte des policiers et des juges brestois.

Il devait passer devant la Cour d'assises en janvier et nous étions certains de pouvoir faire éclater la preuve de sa non-culpabilité aux débats publics de l'audience. En



Paul Gourmelon

janvier, Gourmelon aurait été lavé de l'accusation, imbécile et monstrueuse, d'avoir frustré la coopérative qu'il dirigeait avec tant de dévouement. Il aurait été rendu à sa compagnie, à son enfant, à ses amis.

Mais Gourmelon était un réformé à cent pour cent pour tuberculose. Il avait été arrêté le jour de l'enfermement de sa mère qu'il adorait et il était, à ce moment-là, soigné pour une pleurésie. On l'incarcéra

au régime du droit commun, où il demeura trois longs mois sans hygiène, sans soins médicaux sérieux. On lui refusa, même sous caution, la liberté provisoire qu'on accorde toujours aux banquiers, qu'ils soient Français ou Hongrois. Enfin, pour éviter le scandale de sa mort en prison, on le transféra, voici trois semaines, à l'hôpital.

Mesure trop tardive pour être une mesure d'humanité.

Gourmelon avait trop souffert, physiquement et moralement, durant ces trois mois-là. Il ne put remonter la pente.

Comment est-il mort ? Quels furent ses derniers moments ?

Voilà ce que nous écrivons sur ces tristes sujets un de ses meilleurs amis, le camarade Jules Le Gall :

« Je ne saurais vous dire grand-chose sur la mort de notre Paul Gourmelon. D'avoir, sur ce lit d'hôpital assisté à ses derniers moments avec sa femme, avec Henriette Martin et quelques autres camarades, nous a bouleversés à tel point que nous ne saurions actuellement tirer grandes conclusions de ce drame.

« Nous pouvons, comme lui-même, un quart d'heure avant sa mort, dire bande de vaches et ça résume tout ce qui nous traverse l'esprit.

« Il est mort de combien de choses ? Il est mort, tué à la fois par des restes de guerre, par la magistrature et les policiers, par la lâcheté de fripouilles et celle d'inconscients. Il est mort de la prison et de manque de soins ; il est mort de dégradation physique et de peines morales atroces.

« Il est mort assez doucement, sans grandes souffrances, nous a-t-il semblé. Mais alors que nous voulions, une heure avant sa mort, le prendre et l'envoyer chez lui agoniser en liberté, le parquet nous le refusa malgré un certificat du docteur annonçant qu'il était à ses derniers moments. »

Il nous plaît d'enregistrer que la magistrature de Brest s'est montrée ignoble jusqu'au bout.

Il nous plaît aussi de dire que les juges de Brest sont les assassins sans courage de Gourmelon.

## CONNAISSONS NOS ENNEMIS

PAR GEORGES BASTIEN

C'est, à mon avis, une énorme faute de sous-estimer la force de ses adversaires, car lorsque le moment du combat est arrivé, on se prépare de cruelles déceptions.

La vieille habitude de considérer les profiteurs de la Société comme une poignée d'individus, peu nombreux, asservissant et exploitant d'immenses masses prolétaires, nous a conduits à résoudre un peu à la légère le problème révolutionnaire.

Se figurer que des millions d'exploités, se révoltant et se révoltant un beau jour, on un grand soir, et culbutant les quelques milliers de tyrans et de parasites qui régissent notre monde, c'est un tableau qui frappe fort les imaginations. Mais cela est-il aussi facile dans la réalité ?

Dans mon dernier article, publié ici il y a six semaines, j'examinais l'illusion que les politiciens d'avant-guerre ou prétendus tels entretenaient en préconisant que la grande majorité des prolétaires peut, par le bulletin de vote, s'emparer du pouvoir et gouverner la société de façon à amener plus ou moins promptement le régime socialiste.

Les chiffres leur donnent tort. Sur 11 millions 100.000 électeurs, il n'y a que 5 millions 447.107 prolétaires, salariés. Et encore, de ce nombre, il faut déduire les agents de l'ordre gouvernemental, les directeurs, contremaîtres, chefs de toutes sortes qui sont des bourgeois quoique salariés, ce qui réduit ce nombre d'une assez belle quantité.

Il faut déduire aussi tous les prolétaires que la religion, les sociétés sportives ou patriotiques, les partis politiques ont abrutis.

Quelle que soit la propagande des partis d'avant-garde il en restera toujours un certain nombre.

Je pense donc poser comme principe indiscutable que jamais les socialistes et les bolchevistes, même alliés, ne seront la majorité s'ils restent sur le terrain de la lutte de classes.

Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est d'étendre leur influence sur les couches de petits profiteurs, petits propriétaires rentiers, commerçants, patrons, agriculteurs, mais ce n'est

possible qu'en étouffant la doctrine socialiste et en devenant un parti de petits bourgeois.

La politique n'est, et ne peut être, qu'une duperie pour les travailleurs. Le socialisme ne peut que se fonder en une vague et pâle philanthropie que les gros industriels, les grandes sociétés capitalistes ont déjà appliquée avant toute loi, par simple souci de conservation et de s'attacher un personnel.

Poussons plus loin l'étude qui nous permettra de conclure à l'inanité des méthodes légales de transformation sociale.

Les profiteurs, gros, moyens ou petits, de la société actuelle, ne sont pas les plus forts parce qu'ils sont le nombre, mais aussi parce qu'ils sont les mieux organisés.

Le syndicalisme et la coopération sont nés dans le peuple, dont les meilleurs éléments ont bataillé pour obtenir le droit d'association, absolument comme nos grands-pères de 1848 se sont battus pour le droit de vote.

Aujourd'hui, il faut le dire, car c'est la réalité, ce sont les organisations syndicales d'exploiteurs qui sont les plus fortes. D'abord par l'argent et l'autorité sociale de leurs membres, c'est entendu, mais aussi et surtout par leur nombre, que nous ne connaissons pas suffisamment.

Il y a, environ un million et demi de prolétaires syndiqués, en France, dans les organisations confédérées, autonomes, unitaires et chrétiennes. Environ le huitième de l'ensemble des salariés de tout âge, sexe ou nationalité.

Le patronat industriel et commercial avait formé, au 31 décembre 1926 (dernier chiffre officiel que je possède), 6.509 syndicats groupant 496.360 patrons, soit un peu plus du tiers des chefs d'établissement recensés.

Le patronat agricole a, lui, fait un progrès formidable dans la voie du groupement. A la même époque, il existait 9.041 syndicats agricoles, groupant 1.222.534 adhérents, soit également à peu près le tiers des exploitants de la campagne.

Et, depuis deux ans, le syndicalisme patronal, industriel et surtout agricole, a fait



des progrès de géant, tandis que le syndicalisme ouvrier... ???

Le nombre des patrons syndiqués est égal, peut-être même supérieur, à celui des ouvriers groupés dans les syndicats!

Il ne faut pas voir autre part que là la cause profonde de la réaction sociale dans tous les domaines que nous subissons depuis quelques années.

L'Etat a été jadis, au temps des rois, la seule autorité sociale devant qui tout s'inclinait. Ceux qui rêvent d'instaurer une dictature sont, au point de vue mental, des contemporains de la royauté absolue, des retardataires d'une paire de siècles.

L'autorité sociale passe de plus en plus entre les mains des associations de tous genres qui se constituent localement, se réunissent, se fédèrent ensuite régionalement, nationalement et même internationalement. L'Etat n'est plus le tout-puissant organisme. Il n'est que le premier larbin au service du plus puissant groupement d'association existant.

Quelques exemples de cette force, relatifs à la hausse ou à la baisse des prix.

Pour soi-disant relever les finances du pays, on a fait, dans tous les milieux, une propagande énorme pour le relèvement, l'intensification de la production nationale.

Produire beaucoup pour relever la France. Oui, mais produire beaucoup, c'était créer l'abondance des denrées, faire baisser les prix, par conséquent attenter aux profits des exploités de tous genres.

Ils n'ont point voulu cela, et leurs associations ont su y mettre un obstacle infranchissable.

On a assisté à deux phénomènes : le premier, c'était que l'abondance n'amenait aucune baisse de prix; le second que la rareté de la production ou de la récolte permettait aux profiteurs d'encaisser davantage.

En 1925, la récolte en froment, en France, est de 118 millions d'hectolitres, vendus (chiffres officiels) à la moyenne de 140 francs l'hectolitre, soit 16 milliards et demi.

En 1926, la récolte est mauvaise : 84 millions d'hectolitres vendus entre 175 et 235 francs l'hectolitre, moyenne environ 200 fr., ce qui représente 16 milliards 800 millions. La récolte avait baissé du quart, mais les profits furent stupéfiants.

Prenons la pomme de terre. En 1922, récolte de 86.350.000 quintaux au prix moyen de 22,77 le quintal, soit pour le tout 1.965 millions. En 1923, mauvaise récolte : 68.340.000 quintaux. Les prix montent à 40 fr. le quintal, soit 2.633 millions de francs.

Pour le vin, c'est encore plus formidable. On a vu les prix (de gros) monter de 100 à 280 fr. l'hectolitre, parce que la récolte avait été diminuée de 30 %.

On observe les mêmes faits dans la production industrielle. Là, les syndicats patronaux font la loi sur les marchés. On ne spécule pas sur la pluie ou le soleil, on crée soi-même la rareté des produits.

Bref, l'organisation patronale, dans tous les domaines de la vie économique, est assez puissante pour se moquer du beau ou du mauvais temps, des inventions nouvelles qui accélèrent le rendement, de toutes les manifestations du développement économique.

Nous sommes à leur merci, l'Etat est à leurs ordres; les associations ouvrières sont des poussières de peu de conséquences de vant leur puissance souveraine.

Certes, il est beau, il est doux, il est reposant, de refaire les rêves de Proudhon, de Fourier, de Zola dans « Travail », de s'imaginer des groupements se formant, s'amplifiant, absorbant peu à peu la vie économique, et finissant par devenir pacifiquement la société idéale.

Mais... mais..., nous avons bien du retard dans cette voie-là, les autres ont parcouru une plus longue route que la nôtre, et ce ne serait qu'un jeu d'enfant pour quelques administrateurs de fédérations puissantes, réunis dans un bureau, de décréter la mort et la ruine de nos associations en pesant sur le prix des matières premières, en organisant le boycottage.

Ce ne serait qu'une amusette aussi, pour eux, de faire disparaître les augmentations de salaires par un accroissement du coût de la vie; une simple petite manœuvre de contraindre les ouvriers à demander eux-mêmes de faire 10, 12 et 15 heures, ne gagnant pas de quoi vivre avec le salaire de huit heures, etc.

Ne parlons pas, voulez-vous, de réformes sérieuses et durables tant que ces gens ont la puissance. C'est batailler pour le morceau de pain du déjeuner, mais ce n'est pas s'assurer celui du repas du soir.

Alors, me direz-vous, c'est le pessimisme le plus noir. Rien à attendre de la politique; les conquêtes ouvrières dérisoires, la révolution elle-même guère possible puisqu'ils sont si nombreux et si organisés, que faire alors?

N'oublions pas que, fussent-ils deux fois plus nombreux et dix fois plus organisés les profiteurs sociaux ne vivent que du travail des prolétaires, que leur société qui semble un colosse s'effondrer comme un château de cartes dès que le travail ne voudra plus rien savoir.

Un homme qui, par sa sueur, en nourrit deux ou trois autres, n'a qu'à se coucher pour les mettre dans un cruel embarras.

G. BASTIEN.

Groupe des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements

## Nos Conférences

Vendredi 16 novembre, à 21 heures, 6, rue Lanneau (5<sup>e</sup>).

HISTORIQUE DU MOUVEMENT MAKNOVISTE

par Pierre Odéon

Samedi 24 novembre, à 21 heures, Maison des Syndicats, 163, 1<sup>er</sup> de l'Hôpital.

L'ECOLE UNIQUE

par G. Grégois

des « Compagnons de l'Université Nouvelle »

## PROPOS d'un PARIA.

Sans arrêt, depuis de longs jours, l'Etna vomit la lave en fusion. Sous le flot incandescent, disparaissent cultures et maisons. Les journaux annoncent que des milliers et des milliers de personnes sans abri sont livrées à l'angoisse des campements éphémères. Combien y en aura-t-il demain?

Hier, c'était la Guadeloupe qu'une tornade dévastait toute une contrée. Ce fut, avant, le Japon qui subit les effets d'un séisme sans précédent. Qui sait ce que la nature réserve pour demain aux hommes, trop occupés à leurs dissensions intestines, pour, sinon prévenir ces catastrophes, au moins en atténuer les effets?

Sournoisement, les forces naturelles préparent leurs maléfiques manifestations qui, se produisant brutalement, secouent ou anéantissent comme de simples fétus les tristes bipèdes qui s'affirment, sans rire, des animaux supérieurs alors qu'ils ne sont que les plus stupides.

Ceci n'est pas une boutade, ni l'expression d'un pessimisme de mauvais goût, mais simplement une constatation. Constatation qui s'impose à l'esprit à l'examen des allées et venues, des occupations et préoccupations des hommes de notre époque. C'est à croire que la guerre, qui aurait dû, en raison des souffrances, des deuils qu'elle a occasionnés, exciter chez tous ceux qui se flattent de penser la haine génératrice de révolte féconde, a, au contraire, tué à jamais ce qu'il y a dans l'individu de noble, de bon, de généreux, en un mot d'humain.

Comme si ce n'était pas assez de défendre sa vie contre les dangers naturels qui la menacent, il faut encore que l'être humain, si infatigable de son intelligence, cherche les moyens les meilleurs pour donner la mort à ses semblables.

Plus redoutable que le volcan crachant sa lave homicide, la malveillance de l'homme s'épanouit au sein des laboratoires où sortent les inventions les plus horribles. Des usines travaillant à plein rendement pour la guerre. Des revues nous donnent des aperçus de ce que sera la « guerre chimique » comme s'il s'agissait d'une chose toute naturelle.

Dix ans après la « victoire » qui devrait consacrer la fin du militarisme, nous assistons à une recrudescence de préparatifs militaires dont on ne peut augurer que le pire. Et qui retrouvons-nous à la tête, préparant pour la compte des gros industriels un nouveau carnage humain? Un Tardieu, — du traité de Versailles, — un Poincaré — des Droits de l'Homme et du Citoyen des Nations, un Poincaré, un Maginot et tutti quanti, tous dont les noms ne sont pas précisément synonymes d'espérance pacifiste!

Tout cela sous l'œil impavide de la masse des ex-combattants devenus combattants qui laissent s'amonceler sans y prendre garde les nuages précurseurs de l'ouragan de fer, de feu et de gaz qui pourrait bien les tuer, mais un peu tard, de leur sommeil.

Ce pendant que, tel l'esclavage antique, le prolétaire tend l'échine pour mieux recevoir les coups de bottes des prétoriens armés et tout puissants.

Le volcan, le séisme, l'inondation, la tornade sont moins dangereux pour l'homme que l'incorrigible bêtise que chacun porte en soi avec l'orgueil béat de l'âne chargé de reliques.

Il est vrai que chacun a le droit de se croire une exception... — Pierre Mualdès.

### GRUPE ANARCHISTE COMMUNISTE DU XV<sup>e</sup>

DIMANCHE 18 NOVEMBRE 1928

à 14 h. 30

18, Rue Cambronne-15<sup>e</sup>

Métro : Cambronne

### GRANDE CONFÉRENCE

SUR

TOLSTOÏ

L'HOMME ET L'ŒUVRE

par

HAN RYNER

Entrée : 2 francs

N.B. — Cette conférence est donnée au profit du Comité du droit d'Asile et de l'Entralide.

### ABONNEZ-VOUS

AU LIBERTAIRE

TROUVEZ-LE

DES ABONNÉS

Jeanne PROLO.

## LES PROSCRITS

Chez eux, c'est l'ombre épaisse et la torture infâme  
Digne du Moyen-Age et de Torquemada;  
C'est l'enfant mis à mort au ventre de la femme  
Si le père eut horreur du prêtre et du soldat!

Chez eux, c'est la terreur et la prison d'Etat  
Litrant au dictateur les têtes qu'il réclame;  
C'est, au gré des bourreaux, la fusillade en tas  
Ou les supplices lents dont agonise une âme.

Fuyant ces lieux d'enfer, ils sont allés, meurtris,  
Gagner sous d'autres cieux le pain noir des proscrits  
A qui la vie amère offre un visage hostile...

En pensant aux martyrs qu'on tue et qu'on mutilé  
Dans le combat sanglant du sabre et de l'esprit,  
Qui donc aurait le cœur de les priver d'asile?

Eugène BIZEAU.

## A propos de "Féminisme"

Les journaux rapportent que, le 6 novembre, quelques apôtres du féminisme, parties pour faire entendre leurs revendications pourtant bien pacifistes, au Sénat, furent arrêtées par les représentants de l'ordre et conduites au « quart » de la rue de Grenelle, où on les maintint jusqu'à 9 heures du soir.

Comme Mme Maria Vérone était parmi elle, et qu'elle est avocate à la Cour, elle a adressé au Procureur général une plainte avec constitution de partie civile pour atteinte à la liberté individuelle.

Quand pareille mésaventure arrive à des militantes révolutionnaires qui distribuent des tracts ou vendent, même munies du permis légal, des journaux subversifs, les choses se passent plus silencieusement.

Mais laissons là ce côté de l'affaire et occupons-nous de « féminisme ».

Il est évident que, puisqu'on octroie bien aux hommes le droit d'aller tous les quatre ans déposer un bout de papier dans l'urne, on pourrait user de la même générosité envers les femmes, ce qui d'ailleurs a lieu dans presque tous les pays.

Mais que les « féministes » me permettent de leur dire que je ne crois pas beaucoup à l'efficacité de leur promenade annuelle rue de Vaugirard, promenade qui commence à prendre l'aspect d'un pèlerinage traditionnel.

Et quand bien même elles finiraient par obtenir gain de cause, je me demande ce qu'elles y gagneraient.

Ce n'est pas parce que les femmes auront acquis, comme les hommes, ce simulacre de participation à la souveraineté nationale, que la dite souveraineté en sera moins une duperie et que les choses en iront mieux.

Le problème demande d'ailleurs à être posé d'une façon plus large. La femme ne reste pas, en réalité, cantonnée dans les cadres tout conventionnels de ses droits ou intérêts dits « féminins ».

On parle beaucoup trop de l'antagonisme des sexes et pas assez de l'antagonisme des classes.

Pourtant la femme, elle aussi, est un « animal social » et se détermine par le milieu dans lequel elle évolue. Elle est bourgeoise ou prolétaire; elle appartient à la classe possédante ou fait partie des déshérités.

Membre de la première catégorie, elle aura à y défendre les mêmes intérêts que son partenaire masculin, et, comme telle, nous n'avons à nous en occuper que pour la combattre.

Celle qui nous intéresse est la femme prolétaire, soumise à la commune exploitation des salariés. Cependant, celle-ci, il faut bien le reconnaître, est malheureusement trop souvent victime d'un double esclavage, à la fois à l'usine et à son foyer; de par le bon plaisir du patron et du mâle, réduite ici au rôle de machine à produire, là à celui de servante et de machine à procréer.

Mais, si la victime elle-même, ne sait opposer à cet état de choses que l'attitude résignée d'une éternelle mineure, comment le droit de vote pourrait-il l'émanciper?

Il sera, tout au plus, pour la femme, comme il l'est pour l'homme, un hochet flatteur pour son amour-propre en même temps qu'un anesthésique pour son énergie.

Brûlant avec son éducation qui la maintient dans le respect de ce que l'on nomme les « conventions sociales », ce qu'il lui faut rechercher, c'est, non une égalité illusoire devant la loi — qui ne rend pas même les hommes égaux — mais l'égalité dans la vie. Or cette égalité ne s'obtiendra, ni par la voie parlementaire, ni en vertu de quelque texte codifié, elle ne peut être que l'œuvre de l'intéressée elle-même dans toutes les manifestations de la vie.

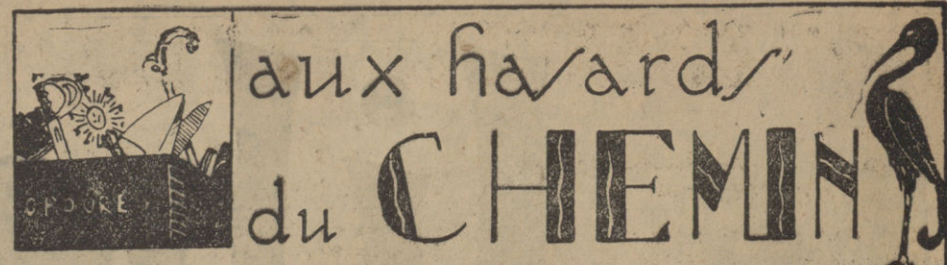
Aux femmes de comprendre et de vouloir.

De comprendre, d'abord, qu'il leur faut secouer le joug que font peser sur elles les contraintes sociales, renforcées par l'habitude d'une servitude héréditaire, sans perdre de vue que dans une société fondée sur l'inégalité — des sexes comme des classes — leur affranchissement est, en partie, lié à celui de leurs compagnons de chaîne.

De vouloir ensuite prendre une part active à la lutte, en rejoignant les rangs révolutionnaires où l'on combat pour un régime d'égalité.

Car dans ce domaine, comme dans les autres, le sort de l'individu dépend de la forme d'organisation sociale et sa libération est fonction de celle de la collectivité.

Jeanne PROLO.



### TRISTES MŒURS

Vous vous souvenez sans doute de Mestorino, ce type ignoble qui attira un ami chez lui et le tua pour le voler.

Au lendemain du verdict qui le condamnait aux travaux forcés, nous avons enregistré les cris des hyènes et des charognards qui hurlaient de rage parce que le Jury parisien ne leur avait pas accordé la tête de l'assassin.

Ils étaient allés, toutes ces canailles, aux audiences, où bien ils avaient vu avidement les comptes rendus des débats pour se repaître sadiquement de tous les détails du crime crapuleux, et déjà leurs narines frémissaient d'aise à l'odeur du sang que Deblier allait verser. Aussi, le lendemain du verdict, quel tintamarre! Quoi? On leur refusait la tête de Mestorino! Une simple petite tête!

Cependant, ils ne s'avouèrent pas vaincus. Puisqu'ils n'avaient pu obtenir qu'on le guillotiné, ils voulaient au moins qu'il fut envoyé le plus tôt possible au bagne. Qu'il souffre, pour expier! Et la bande d'assassins trouva tout naturellement une tribune dans l'Ami du Peuple.

Mestorino n'ayant pas encore été envoyé à la Guyanne, un des larbins de plume de Coty commença une campagne hargneuse pour que l'assassin expiat immédiatement.

Le plus triste, c'est que la mère du malheureux Truphème crut devoir envoyer deux lettres au journal, dont voici deux extraits :

Profondément émue de la démarche que vous avez tentée au nom de l'Ami du Peuple, je tiens à vous dire ici toute ma reconnaissance. De tout mon cœur de mère meurtrie, je m'associe à votre vœu : voir partir au plus vite pour le bagne, l'infâme bourreau de mon pauvre Gaston.

Comme votre cœur est allé droit au mien et a su comprendre l'effroyable souffrance qu'est la mienne, je ne retrouverai un peu d'apaisement que lorsque ce bandit sera à la place qui lui convient.

Hein! cette brave mère en deuil qui n'aura de repos, dont le cœur ne sera apaisé que lorsqu'elle saura Mestorino à Cayenne. N'est-ce pas touchant?

Je suis sûr que si le supplice de la roue existait encore, cette bonne mère au cœur sensible aurait assisté jusqu'au bout à la torture en se repaissant des souffrances du supplicié.

Triste résultat de cette loi du Talion, de cet instinct de vengeance qui nous ravale plus bas que la bête... même que la bête féroce.

Que la mère de la victime ait écrit ces mots, à la rigueur, elle est compréhensible. Mais que cette prose saugave trouve place dans un journal, n'est-ce pas la plus formelle flétrissure du journalisme moderne, qui ne sert qu'à développer les plus bas instincts et les plus vils sentiments chez les humains... déjà trop enclins à oublier qu'ils sont des hommes!

ARISTOBULE.

### CULTURE PROLÉTAIRIENNE

Le parti communiste publie, chaque année, un Almanach ouvrier et paysan dans lequel il donne des commentaires sur l'an écoulé et des conseils pour l'an qui s'ouvre.

On s'attendait, venant de bolcheviks, à ce que cet almanach soit rempli de maximes, d'histoires et de leçons prolétaires nettement révolutionnaires.

Or, dans l'Almanach 1929, page 224, on peut lire une annonce d'un certain Roxroy, de La Haye, qui, moyennant deux francs, dévoile, d'après l'astrologie, « votre avenir, votre destinée, vos amis, vos ennemis, le succès et le bonheur dans le mariage, les spéculations et les héritages que vous réaliserez ».

Pour un parti qui prétend combattre toutes les croyances, ce n'est pas mal!

Il est vrai que ce n'est pas si choquant que ça en a l'air : Les charlatans s'entendent entre eux!

### CONSEILS SÉRIEUX

Vous ne vous êtes jamais trouvé dans le cas d'avoir un haricot dans l'oreille? — Au cas où cela vous arriverait, suivez donc les conseils de l'Almanach ouvrier et paysan. Evitez les injections, car le haricot peut augmenter de volume par inhibition.

Mais, c'est égal! Pour se mettre un haricot dans l'oreille il faut vraiment avoir lu du Cachin pendant une année.

Ça vous donne des idées si biscornues!

### LAPALISSE N'EST PAS MORT

Mais il y a, dans cet Almanach, d'autres conseils qui, réellement, remboursent le lecteur des six francs qu'il a dépensés.

Voici pour quelques cas :

PENDAISSON. — Evitez tout retard pour couper la corde.  
INSOLATION. — Mettez le malade à l'ombre.  
ASPHYXIE. — Exposez le malade au grand air.

Quand même, quels progrès la science a accomplis depuis la révolution d'octobre! Et on dira encore que les bolcheviks n'ont rien réalisé dans le domaine scientifique.

### GARE AU MORT!

Pour en finir avec cet Almanach que l'on croirait édité par le syndicat des Humoristes français, relevons les vers de cette Berceuse publiée page 131 :

Devant le Kremlin crénelé  
Il y a un grand mausolée.  
Lénine y est dans sa tombe,  
Il veille au bonheur du monde.  
Du malheur ne craignons rien  
Nous avons un bon gardien.

C'est ce qui peut s'appeler de la rationalisation à outrance. Jusqu'à mobiliser le cadavre de Lénine pour garder la révolution!

Si nous étions à la place des gouvernants moscovites, nous licencierions immédiatement l'armée rouge, car avec un gardien de

cette taille, nul doute que les réactionnaires ne soient vaincus d'avance.

Et dire que de pareilles aneries, renouvelées des mœurs du Moyen Age, ont encore cours dans la classe ouvrière.

C'est triste, triste!

### COMMEMORATION

Pour célébrer le onzième anniversaire de la révolution bolcheviste, la 20<sup>e</sup> Union régionale de la C. G. T. U. organise une grande matinée « artistique ».

Au programme, on relève ce numéro bien digne de figurer dans un spectacle d'enculés : Fania, l'Empereur des Abrutis.

Nous allons élever une vigoureuse protestation contre l'usurpation de titre commise par ce Fania, car à notre connaissance Monmousseau n'avait pas été détroné, lorsque nous apprimes que le citoyen 1910 avait monté en grade : il est devenu Dieu.

Un Dieu et un Empereur! Les abrutis sont bien servis à la Grange Alimentaire.

### COMPAGNONS DE LA REGION PARISIENNE

RESERVEZ VOTRE SOIREE DU

Samedi 1<sup>er</sup> Décembre

POUR ASSISTER A LA

FÊTE

AU PROFIT DE VOTRE JOURNAL

"Le Libéraire"

Notre campagne contre les expulsions administratives

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Jean Longuet dit que c'est de tout cœur qu'il répond à notre appel. Il s'agit de proscrire, il se devait d'élever sa protestation autorisée d'homme né en exil. Comme Zévaès, il rappelle que, jadis, la France, bourgeoise avait une notion autrement honorable de la liberté d'opinion. C'est le gouvernement provisoire de 1818 écrivant à Karl Marx : « La France royaliste vous a chassé, la France républicaine vous ouvre les bras ». Depuis 1789, les proscriptions se sont multipliées et la bourgeoisie réactionnaire les considère comme étant chez eux. Il rappelle le cas de Hartmann, le nihiliste russe qui avait tué le tsar Alexandre II. Quand le Gouvernement russe demanda à Gambetta son extradition, celui-ci s'y refusa énergiquement. Avant la guerre, les nihilistes russes venaient librement en France et s'y réunissaient sans encombre. Depuis la guerre, surtout après les défilés des Gouvernements étrangers font des démarches auprès du ministère des Affaires étrangères et la police française, avec l'aide des policiers étrangers qu'on laisse opérer librement en France, expulse ou extradite quiconque ne plait pas aux maîtres de son pays natal.

« Un être humain a des droits humains sur quelque point de la terre où il se trouve. Il faut donc batailler énergiquement pour faire respecter le droit humain pour tous les hommes qui se trouvent en France ».

Robert Lazurick vient ensuite nous dire que l'Empereur du boulevard du Palais a interdit formellement à Pietro Nenni de venir parler ce soir au meeting. De main de maître, il fustige les mœurs policières. Il dénonce les visées dictatoriales de Chiappe qui, parce qu'il est Corse, se croit destiné à jouer les Napoléon.

Il dénonce le scandaleux sans-gêne avec lequel sont traités les ouvriers étrangers. Sur un simple rapport de police, on les arrête et on les expulse. Or, on sait que les policiers ne sont pas toujours d'honnêtes gens. Mais s'ils ne sont pas, et de loin, tous des honnêtes hommes, ils sont tous très imaginatifs. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises différentes, Torrès eut à défendre des Italiens que l'on voulait livrer à Mussolini. Il ne faut pas se décourager. Avant 1927, on extraditait aussi suivant le bon plaisir policier. Grâce aux campagnes entreprises, un statut légal de l'extradition a été voté qui oblige toute demande d'extradition à être examinée contradictoirement par un tribunal. C'est grâce à cela que les Italiens réclamés par Mussolini ne lui ont pas été livrés.

Il faut donc maintenant persévérer pour qu'il en soit de même pour les expulsions. Il faut faire abolir les expulsions administratives, c'est une affaire de moralité. Car il n'est pas possible de dire que la moralité existe quand le flic est roi.

Ferdinand Hérold vient apporter l'assurance que la Ligue des Droits de l'Homme est avec nous dans cette campagne. Il est nécessaire que cette besogne soit poursuivie jusqu'à complète satisfaction. Il est trop facile à un policier de dire, pour les besoins d'une cause, dans un rapport sujet à caution que tel ou tel étranger est un agitateur dangereux.

Ne nous décourageons donc pas. Ce n'est qu'à force d'énergie et de patience obstinée que l'on arrive à faire aboutir les campagnes menées contre l'injustice.

Continuons sans relâche et nous arriverons à vaincre les indifférences d'aucuns et les mauvais vouloir intéressés des autres. Et c'est sur ces paroles d'encouragement que se termina notre meeting.

Maintenant, nous allons, un peu partout à travers la France, continuer notre combat pour l'abolition de l'expulsion administrative. Espérons que tous auront à cœur de nous seconder.



Le Groupe anarchiste révolutionnaire  
de Livry-Gargan



